



Université du Cercle de Réflexion des Nations

UNCR/University

Cercle de Réflexion des Nations

1522 Cleveland Street, Hollywood, Florida 33020

Tel : (954) 929 8932 Fax: (954) 929 2028

Courrier électronique: cdreflexion@gmail.com- Web Site: www.crn-nations.org

Les Relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique : État des lieux et perspectives dans un contexte de COVID 19

Auteurs :

- Dr Paulin SANFO, enseignant vacataire à OUAGA 1 JKZ et point Focal de UNCR/University en Afrique.

Tél. : +226 7333 5512

E-mail : sanfo_paulin@yahoo.fr

- Dr Benjamin N'DO, enseignant à temps plein à l'Université Norbert ZONGO (UNZ)/Koudougou

Tél. : +226 7439 9388

E-mail : bendomar78@gmail.com

- Dr Aboubacar SANOU, enseignant à l'École Nationale de la Santé Publique et Président du Conseil Régional de la Boucle du Mouhoun

Tél. : +226 7031 5551

E-mail : sanouboubakr@yahoo.fr

Septembre 2022

Résumé

Mots clefs : Relations internationales; Diplomatie ; Coopération ; Afrique ; Chine.

Au premier abord, la Chine semble être le partenaire idéal pour l'Afrique, et les gouvernements Africains sont aveuglés par les investissements Chinois. En réalité, une certaine méfiance se fait sentir en raison du coût économique et social sur le long terme. En effet, les rapports de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques), publiés en 2006, soulignent les lacunes de la présence Chinoise en Afrique en termes de développement local. Les entreprises Chinoises sont accusées d'inonder les marchés locaux avec des contrefaçons et des produits de mauvaise qualité, nuisant aux entreprises du continent. Les boutiques chinoises inondent de nombreuses villes Africaines, pour concurrencer directement les marchés locaux. Tous les spécialistes de l'Afrique s'accordent sur le fait qu'il y ait un manque total de transparence de la part de la Chine : absence de chiffres pour les aides et pour le nombre de Chinois installés en Afrique...etc. S'ouvrir à la 2ème puissance mondiale est certes très avantageux, mais les pays Africains doivent sortir de leur aveuglement et doivent absolument faire preuve de discernement et de vigilance.

Aussi, la Chine a sans conteste marqué des points en Afrique : elle y est devenue un facteur de développement indéniable et y a acquis une influence diplomatique sans précédent et de premier plan. Toutefois, elle est loin d'y être devenue un partenaire exclusif. Au contraire, l'irruption des entreprises chinoises a stimulé la concurrence entre grands groupes nationaux ou transnationaux, contraignant les Occidentaux à abandonner certains secteurs (routes) et à se concentrer sur ce qu'ils savent le mieux faire (haute technologie), ouvrant parallèlement la porte à d'autres pays émergents comme l'Inde ou le Brésil. Sur le plan diplomatique, il en est mutatis mutandis de même : la montée en influence de Pékin a contribué à élargir le jeu, permettant aux capitales africaines de négocier dans une position moins défavorable avec Washington, Bruxelles, Paris ou Londres, et de devenir plus actives [Vickers, 2013]. Ne faut-il pas s'en réjouir ?

Il est vrai que pour l'Europe et la France l'émergence de la Chine en Afrique constitue un nouveau défi, à la fois économique mais aussi politique, voire idéologique.

Ainsi, ce que Paris a délégué à Bruxelles en matière de moyens de coopération ne s'est pas traduit par un supplément d'influence et encore moins de puissance européenne sur le « Continent noir ».

Au contraire, la baisse des financements français s'est accompagnée d'un recul de l'Europe [Chaponnière, 2013].

Et la montée de la Chine a affaibli le sens et la portée de nos discours sur la bonne gouvernance et les droits de l'homme.

Pour autant, il ne faut pas exagérer l'emprise de Pékin. Ainsi, en 2011, l'Union Européenne était encore le premier partenaire commercial de l'Afrique (20 % des échanges) devant la Chine (7 %), les États-Unis (7 %), l'Inde (3 %) et le Brésil (1,6 %) (source ??). Et l'Afrique ne fait que 12,5 % de son commerce avec les BRIC (source ???). En outre, l'Afrique reste pour tous

un terrain difficile et instable, fragmenté et asymétrique, et surtout pétri de traditions et d'influences structurantes, dont un grand nombre et non des moindres – par exemple la langue ou les institutions – remontent à la colonisation, autant de données qui sont appelées à maintenir un certain équilibre entre la Chine et les autres puissances présentes en Afrique. Le modèle chinois de développement autoritaire peut séduire certaines élites ou quelques pays africains. Mais il n'a pas le pouvoir de remettre en cause les traditions politiques qui s'y sont faites jour et ont dominé leur histoire.

Le COVID 19 est venu chamboulé les relations entre la Chine et l'Afrique voire l'ensemble des relations internationales notamment en termes d'échanges. De facto, l'économie africaine a pris un « coup fatal » et cela explique véritablement les augmentations exponentielles des prix des denrées même celles de première nécessité. En un mot, la vie est devenue chère et les fissures sociales s'accroissent ; par ricochet, le grand banditisme et le terrorisme.

Quoi qu'on dise, les produits chinois sont reconnus pour leur moins-cherté et apportent des solutions conjoncturelles aux besoins des consommateurs africains. Mais avec le COVID 19, les importations de ces produits subissent un ralentissement très remarquable depuis 2019 surtout que la Chine est indexée d'être à la base du Coronavirus (COVID 19).

Au regard de cette situation, la Chine ne doit-elle pas s'élaborer une nouvelle Politique étrangère pour relancer ses coopérations notamment avec l'Afrique sachant que la fin du COVID 19 n'est pas pour demain ?

En effet, pour certains acteurs, le COVID 19 serait mis en œuvre pour casser le rythme économique de la Chine et par ricochet l'Afrique qui est fortement dépendante d'elle même si le phénomène a fini par toucher toutes les nations du monde.

Abstract

Keywords: International relationship; Diplomacy; Cooperation; Africa; China

At first glance, China seems to be the ideal partner for Africa, and African governments are blinded by Chinese investments. In reality, there is a certain mistrust due to the long-term economic and social cost. Indeed, the reports of the OECD "Organization for Economic Co-operation and Development", published in 2006, underline the shortcomings of the Chinese presence in Africa in terms of local development.

Chinese companies are accused of flooding local markets with counterfeit and low-quality products, hurting businesses on the mainland. Chinese shops are flooding many African cities, to compete directly with local markets.

All Africa specialists agree that there is a total lack of transparency on the part of China: lack of figures for aid and for the number of Chinese settled in Africa ... etc.

Opening up to the 2nd world power is certainly very advantageous, but African countries must come out of their blindness and must absolutely show discernment and vigilance.

Also, China has undoubtedly scored points in Africa: it has become an undeniable factor of development there and has acquired an unprecedented and leading diplomatic influence. However, it is far from having become an exclusive partner there. On the contrary, the emergence of Chinese companies has stimulated competition between large national or transnational groups, forcing Westerners to abandon certain sectors (roads) and to focus on what they know how to do best (high technology), at the same time opening up the door to other emerging countries such as India and Brazil. On the diplomatic level, it is *mutatis mutandis* the same: the rise in influence of Beijing has helped to broaden the game, allowing African capitals to negotiate in a less unfavorable position with Washington, Brussels, Paris or London, and to become more active [Vickers, 2013]. Shouldn't we be happy about it?

It is true that for Europe and France the emergence of China in Africa constitutes a new challenge, both economic but also political, even ideological.

Thus, what Paris delegated to Brussels in terms of means of cooperation did not translate into additional influence and even less European power on the "Black Continent".

On the contrary, the decline in French funding has been accompanied by a decline in Europe [Chaponnière, 2013].

And the rise of China has weakened the meaning and scope of our rhetoric on good governance and human rights.

However, Beijing's hold should not be exaggerated. Thus, in 2011, the European Union was still Africa's largest trading partner (20% of trade) ahead of China (7%), the United States (7%), India (3%) and Brazil (1.6%). And Africa only does 12.5% of its trade with the BRICs. In addition, Africa remains for everyone a difficult and unstable, fragmented and asymmetrical terrain, and above all steeped in structuring traditions and influences, many of which, and not the least of which - for example language or institutions - date back to the colonization, so many data that are called upon to maintain a certain balance between China and the other powers present in Africa. The Chinese model of authoritarian development may appeal to some elites or some African countries. But it lacks the power to question the political traditions that have emerged there and have dominated their history.

COVID 19 has turned China-Africa relations upside down, and even all international relations, especially in terms of trade. De facto, the African economy has taken a "fatal blow" and this really explains the exponential increases in the prices of even basic necessities. In short, life has become expensive and social cracks are growing; by extension, organized crime and terrorism.

In view of this situation, shouldn't China develop a new foreign policy to relaunch its cooperation, especially with Africa, knowing that the end of COVID 19 is not for tomorrow?

Indeed, for some actors, COVID 19 would be implemented to break the economic rhythm of China even if the phenomenon ended up affecting all the nations of the world.

INTRODUCTION

Une écoute attentive des uns et des autres nous laisse dire : « Le cœur du monde bat au rythme de la Chine ». Ses vigoureuses palpitations ne laissent indifférente aucune partie du monde, particulièrement l'Afrique. Le réchauffement des relations entre le continent noir et l'« *Empire du Milieu* »¹ est en effet présent dans tous les débats, qu'ils soient politiques ou économiques. Les pays d'Europe et les États Unis d'Amérique (USA) regardent avec méfiance, crainte et beaucoup de critiques l'intérêt que la Chine porte à l'Afrique. Si la coopération sino-africaine préoccupe tant les grandes puissances, c'est qu'elle bouleverse les méthodes et pratiques consacrées dans les relations internationales.

Cependant, il n'y a pas de raison d'être surpris par le renouveau de l'amitié sino-africaine car elle repose sur des fondements historiques et aussi, sur des intérêts et motivations que poursuit chacune des parties. L'intervention de la Chine en Afrique porte atteinte aux intérêts des puissances tutélaires du continent, lesquelles n'entendent pas dormir sur leurs lauriers et laisser le champ libre à l'Empire du Milieu.

La Chine a gagné des sympathies qui expliquent que son intervention d'aujourd'hui, guidée par une stratégie industrielle strictement chinoise, soit la bienvenue. La Chine semble aborder l'Afrique avec réalisme et pragmatisme à travers la négociation des avantages, la conciliation des intérêts, et l'organisation des échanges. Grâce aux relations économiques qu'elle a développées avec l'Afrique, la Chine contribue, à sa manière, au décollage du continent.

Bien que la Chine semble être un partenaire stratégique de taille pour l'Afrique, quelques questions subsistent. La première raison est de savoir si les intérêts de l'Afrique constituent réellement un enjeu dans les négociations entre ces deux parties et si l'approche actuelle est gagnante pour l'Afrique. C'est dans cette perspective que notre travail aura pour objectif de répondre à toutes ces questions à travers la problématique suivante : *Le développement durable des pays africains est-il susceptible de se réaliser à travers la coopération avec la Chine ?*

Pour répondre à cette question, notre analyse s'articule autour de trois grands axes. Une revue de littérature suivie des questions, objectifs et hypothèses de recherche ; les réponses issues de l'administration du questionnaire et interviews et enfin la discussion.

¹ 1. GABAS, Jean-Jacques CHAPONNIERE, Jean-Raphaël - MONTREAL : KARTHALA, 2012, 207 P. ALTERNATIVES SUD, VOL. 18, n° 2, 01/05/2011, 188 P.

1. Revue de littérature

1.1 De l'historique des relations Chine-Afrique

La première mention de l'Afrique noire dans les livres chinois remonte à Jing Xing Ji, au VII^e siècle (Paul PELLIOT² et plus tard Marchal Roland³). Des œuvres d'art Tang représentent alors l'homme noir que les lettrés décrivent comme habile, courageux, intelligent et redresseur de torts. Les Tang écoulaient leurs porcelaines en Afrique du Nord et sur la Côte-Est du continent africain. Des pièces de monnaies chinoises ont été retrouvées au Kenya et à Zanzibar.

Les Song (960-1276)⁴ ont développé la marine et le commerce. Alors, les produits chinois ont pénétré le continent en profondeur, vers l'Éthiopie, la Tanzanie et le Zimbabwe actuel. Cette quête maritime fut poursuivie par les conquérants mongols et la dynastie Yuan (1279-1368).

De son périple Africain, Zheng He rapporta des léopards, des lions, des autruches ainsi qu'une girafe qui fit sensation. Les voyages de ce dernier ont fortement marqué ces contemporains. Il meurt en 1533 après son septième voyage, qui l'a mené en Arabie, et sa disparition met un terme aux expéditions chinoises.

Au XV^e siècle, la conquête et la division colonialistes du continent mirent fin aux échanges amicaux entre la Chine et l'Afrique. La Chine, elle aussi victime du colonialisme. Au milieu du XIX^e siècle, l'agression des puissances occidentales fit de la Chine un pays semi-colonial. À partir des années 1880, des milliers de Chinois furent envoyés de force en Afrique pour y construire des chemins de fer, exploiter des mines et cultiver la terre. Sur les chantiers de chemin de fer de Dakar et du Congo et dans les mines en Afrique du Sud dont celle du East Rand, à Boksburg, des groupes importants de travailleurs chinois ont versé de la sueur et du sang. Ainsi la même expérience malheureuse a-t-elle étroitement uni le peuple chinois à celui de l'Afrique.

Dès 1949, la Chine populaire aide les peuples africains à se libérer. Officiellement parce qu'elle est l'amie des opprimés. Mais aussi parce qu'elle veut son siège à l'ONU, « usurpé par Taiwan » et qu'il lui faut les voix du plus grand nombre d'États, et surtout d'États nouvellement indépendants. Dans sa lutte inlassable pour recouvrer ses droits légitimes, le gouvernement populaire de Chine a bénéficié du soutien des pays africains.

À la conférence de Bandung en 1955, la Chine entrevit la possibilité de se profiler comme une locomotive du tiers-monde, sentiment renforcé dans les années, 1960, après la rupture avec Moscou. En 1963 et 1964, Zhou Enlai, le premier représentant de la Chine à l'étranger, effectua ses célèbres tournées africaines.

² PELLIOT Paul, « Des Artisans Chinois à la Capitale Abbasside en 751-762 » in *Toung Pao* 26 (1928), p111.

³ MARCHAL Roland, « Chine-Afrique : Une histoire ancienne », Éditions : Africultures, Harmattan (L'), France, Paris 1997, 128p.

⁴ Chine - Époque *Song* (960 - 1276) Coupe à bord évasé en grès porcelaineux, recouverte d'un émail blanc bleuté à décor moulé sous la glaçure ... URL : https://www.auction.fr/_fr/lot/chine-epoque-song-960-1276-bol-en-gre-porcelaineux-recouvert-7156665

À la mort de Mao Zedong en 1976, l'intérêt de la Chine pour l'Afrique retomba. Les relations reprirent au milieu des années 80 sous l'effet des réformes économiques lancées par Deng Xiaoping. L'Afrique est alors perçue davantage comme un vaste marché de consommateurs potentiels dont le sous-sol regorge d'énormes ressources minières et énergétiques. Cette période, l'histoire chinoise la qualifie de « réajustement » et de « sain développement dans les relations économiques et commerciales avec l'Afrique »

Deux dates clés jalonnèrent cette période et expliquent la rapidité du déploiement chinois en Afrique. La première, selon le chercheur français Roland Marchal (op. cit.), est une conséquence de la répression de Tiananmen (4 juin 1989). Condamné sur la chaîne internationale, le pouvoir chinois va tenter de sortir de l'isolement en mobilisant des ressources diplomatiques latentes. Le continent noir est un bon début : il représente plus d'un quart des votes à l'Assemblée générale des Nations unies. Elles ont réagi à la condamnation occidentale de Tiananmen d'une manière telle que les dirigeants chinois comprennent l'intérêt à les courtiser à nouveau, ajoute Marchal Roland.

Le deuxième regain d'intérêt de la Chine pour l'Afrique survint en 1995. Alors, le président Jiang Zemin, qui concentra peu à peu tous les pouvoirs et qui est porté par une forte croissance économique, lança ce mot d'ordre aux grandes entreprises chinoises : « *Sortez ! devenez des acteurs mondiaux* ». Par où commencer ? Par l'Afrique, suggèrent certains patrons, voyant là une bonne occasion pour le « *dragon de se faire les griffes* » avant de se frotter à la concurrence globale en Europe ou en Amérique.

La Chine de Hu Jintao⁵, comme celle de l'empereur Yongle jadis, s'est à nouveau ouverte au monde. Le mot d'ordre « *Sortez !* » a été entendu par plusieurs centaines de milliers de chinois qui parcoururent déjà l'Afrique. Comme au temps des Ming, des sommets de grande ampleur sont conviés à Pékin. Comme jadis, la Chine écoule ses produits sur le continent noir. À l'image de l'empereur Yongle⁶ qui envoya la lumière des Ming en Afrique, la Chine de Hu Jintao propose aujourd'hui au continent un véritable pacte pour le sortir des ténèbres.

1.2 ENJEUX DES RELATIONS CHINE-AFRIQUE

1.2.1 Enjeux pour la Chine

L'offensive diplomatique⁷ de la Chine en Afrique est axée sur deux objectifs principaux : l'approvisionnement en matières premières stratégiques et la recherche de débouchés pour les entreprises chinoises.

1.2.1.1 L'Afrique, réservoir de matières premières stratégiques

La sécurisation durable de l'accès aux matières premières nécessaires à sa croissance est l'une des raisons, si ce n'est la raison principale de la présence chinoise en Afrique. Ses énormes besoins en énergie ou en d'autres matières premières dont la Chine ne dispose pas en quantité

⁵ Hu Jintao (1942) L'«homme le plus puissant du monde».

URL : https://www.herodote.net/L_homme_le_plus_puissant_du_monde_-synthese-556.php

⁶ Brizay, B. (2018). XVI. Yongle, fondateur de la Cité interdite. Dans B. Brizay, *Les trente « empereurs » qui ont fait la Chine* (pp. 285-302). Paris : Perrin.

⁷ HUGON, Philippe - REVUE TIERS MONDE, n° 208, octobre-décembre 2011, P. 45-64

suffisante la contraignent à aller les chercher ailleurs pour éviter que sa machine économique ne s'embourbe. En effet, une rupture ou une suspension dans l'approvisionnement de la Chine en énergie et plus particulièrement en pétrole serait suicidaire pour l'économie chinoise. C'est ainsi que sa quête inlassable des matières premières et surtout du pétrole l'a menée tout droit vers l'Afrique.

Depuis 2005, la Chine est devenue le second importateur de pétrole derrière les USA et devant le Japon. 30% de son approvisionnement en brut provient du continent africain (2,8 millions de barils en 2018) (rapport OMC 2018).

Pour Chung-Lian Jian, Directeur du Tapei Economic and Cultural office à Toronto, « l'économie chinoise entrerait dans le chaos si son approvisionnement en pétrole brut est coupé ». Tout naturellement, l'Afrique qui représente 8,9 % des réserves mondiales de pétrole et 11 % de la production mondiale est devenue un terrain convoité car, d'un côté, depuis leur intervention en Irak, les USA ont parachevé leur contrôle sur l'ensemble des pays du Moyen-Orient, à l'exception de l'Iran et de l'autre, les gisements de la mer Caspienne s'avèrent décevants.

Outre le pétrole, la Chine achète également d'autres matières premières à savoir le cuivre, le cobalt, l'uranium, la bauxite, le fer, le bois, etc.

Cependant, l'Afrique n'est pas qu'un réservoir de matières premières. Elle est aussi un débouché pour les produits chinois. De plus en plus la conquête de terres riches pour la production agricole chinoise s'accroît. En effet plusieurs milliers d'hectares sont exploités par les chinois en Afrique.

1.2.1.2 L'Afrique, débouché et continent cobaye pour les entreprises chinoises

Au-delà de la sécurisation et de la diversification des sources d'approvisionnement en hydrocarbure, l'Afrique intéresse la Chine sur un autre plan : son marché.

Avec environ un milliard de consommateurs potentiels, l'Afrique compte beaucoup dans la politique commerciale de la Chine. Des vêtements aux moyens de déplacement sans oublier les matériels agricoles, les matériels informatiques, les articles marqués « Made in China » abondent dans les boutiques africaines, au grand bonheur des consommateurs locaux.

On retrouve en effet une adéquation entre les produits chinois de consommation simple et bon marché et un pouvoir d'achat qui exclut les productions occidentales ou japonaises.

Au-delà de ces aspects purement commerciaux, la Chine voit en l'Afrique un marché lui permettant de tester ses produits industriels et de les proposer à une clientèle moins exigeante. L'Afrique apparaît ainsi comme un continent cobaye pour les firmes chinoises dans leur volonté de tester leur capacité technologique et industrielle en vue de mieux réussir dans leur compétition contre leurs rivales occidentales.

Cependant, ce serait tout de même erroné de supposer que l'Afrique n'est que perdante dans cette coopération car elle y fonde de grandes attentes.

1.2 1.2.2 Enjeux pour l'Afrique

Dans le cadre de la coopération sino- africaine, la Chine et l'Afrique ont des intérêts partagés. Si la Chine gagne beaucoup de cette coopération, l'Afrique n'en attend pas moins. Cette coopération lui offre l'avantage d'avoir des ressources additionnelles pour financer son développement. Elle permet également le contournement des circuits commerciaux traditionnels.

1.2.2.1 Le contournement des circuits commerciaux traditionnels

L'indépendance des pays africains dans les années 60 devrait leur permettre de discuter d'égal à égal avec les ex-dominateurs sur la scène internationale et beaucoup plus spécifiquement, sur le marché international.

Tel n'est cependant pas le cas. Les pays africains se sont retrouvés dans un schéma de fidélisation à leurs colonisateurs d'hier devenus aujourd'hui leurs clients privilégiés. Certes, il est souvent reproché à l'Afrique de n'exporter que des matières premières sans réelle valeur ajoutée mais la vente de ces matières aurait pu être rentable s'il lui était donné de discuter librement les cours sur le marché international et de les vendre à qui elle voudrait.

L'arrivée de la Chine en Afrique offre aux pays africains la possibilité de choisir leurs partenaires et de contourner ainsi ces circuits commerciaux traditionnels qui ne sont libéraux que de façade. Ceci est ou peut être profitable à l'Afrique. Comme le relève si bien Alpha Omar Konaré, ancien Président de la Commission de l'UA « ...cela nous permet de faire jouer la concurrence ». Et cette mise en concurrence est au profit de l'Afrique. Avant l'arrivée du dragon asiatique sur le continent noir, les pays africains n'avaient d'autres choix que ceux offerts par les occidentaux qui ont en réalité un véritable monopole sur le commerce africain. Ces derniers achètent les matières premières sur le continent au prix qu'ils arrêtent eux-mêmes, leurs interlocuteurs d'Afrique n'ayant d'autres choix. Aujourd'hui, l'entrée de la Chine sur le marché africain permet à l'Afrique de pouvoir comparer les offres. Comme cela se dit vulgairement, c'est dans la multiplicité que le choix est possible. Cette situation contribue à la réelle indépendance économique des pays africains. « Un individu ou un pays, s'il ne peut choisir librement, n'est ni indépendant ni souverain ».

1..2.2.2 L'apport de ressources additionnelles pouvant financer le développement

Les pays africains ont besoin d'importants moyens financiers pour investir dans leurs programmes de développement et relancer leurs économies sérieusement mises en lambeau par des décennies de programmes d'ajustement structurels imposés par la Banque Mondiale et le FMI. Dans ces conditions, les investissements chinois en Afrique ne peuvent qu'être bien accueillis en ceci d'une part, qu'ils permettent d'insuffler un nouveau dynamisme à l'industrie africaine et d'autre part, qu'ils constituent, sinon une alternative, du moins un complément de l'aide occidentale.

La Chine a créé 25 zones de coopération économique et commerciale dans 16 pays d'Afrique, et a continué d'investir massivement dans tout le continent pendant la pandémie de Covid-19, d'après un rapport gouvernemental sur les liens économiques et commerciaux entre la Chine et l'Afrique. Enregistrées auprès du ministère chinois du Commerce, les zones avaient attiré quelques 623 entreprises, représentant un investissement total de 735 milliards USD à la fin 2020, d'après le *Rapport annuel sur les relations économiques et commerciales entre la Chine et l'Afrique* (2021)., la formation de 15000 africains, l'offre de bourses d'études, l'envoi en Afrique d'équipes médicales. **Au-delà de cette aide publique, par l'entremise de certaines des**

institutions financières, la Chine s'est imposée comme un sérieux prétendant au financement des importants besoins africains. C'est ainsi qu'en 2010, Eximbank a financé pour 67,2 milliards de dollars US des projets en Afrique. D'ici 2025, cette même institution s'est engagée à investir plus de 20 milliards de dollars US dans les infrastructures.

Les investissements chinois et les infrastructures réalisées par la Chine en Afrique produisent un effet positif sur les économies nationales dans la mesure où ils permettent d'exploiter des ressources découvertes depuis des décennies mais qui, faute de moyens, ne sont pas mises en valeur. C'est le cas par exemple du gisement de fer de Belinga au Gabon, découvert il y a près de cent ans et dont la Chine vient de financer l'exploitation⁸.

Par ailleurs, la rénovation ou la construction d'infrastructures est fort utile car, comment peut fonctionner une économie sans infrastructures routières et ferroviaires ?

En somme, les investissements chinois en Afrique, bien qu'ils ne soient pas trop considérables, jouent un rôle non négligeable.

La coopération sino-africaine a des atouts, des forces qui permettent de rêver d'un « futur lumineux » pour le continent. Cependant, penser qu'elle ne représente que d'heureuses opportunités pour l'Afrique serait faire preuve d'un angélisme coupable, car cette coopération présente aussi des défauts, et des faiblesses.

1.3 Implications (faiblesses) de la coopération Chine-Afrique

Les faiblesses de la coopération sino-africaine se remarquent aussi bien sur le plan économique et commercial que sur le plan diplomatique.

1.3.1 Sur le plan économique et commercial

La faible compétitivité de l'économie africaine constitue un véritable handicap quant à sa capacité à influencer les relations internationales. À cela s'ajoute l'absence de transfert de technologie chinoise à l'Afrique.

En effet, l'on est en droit de s'interroger sur l'attractivité qu'exercent auprès des Africains aujourd'hui la République populaire et sa réussite économique. De fait, de plus en plus de gouvernements africains mettent en place des zones économiques spéciales (ZES) et cherchent à dynamiser leurs exportations de produits manufacturés. Même si la Chine se défend de vouloir délibérément exporter son modèle de développement autoritaire, elle ne peut qu'être satisfaite de voir se diffuser en Afrique (et ailleurs), par exemple au Congo, en Éthiopie ou au Cameroun [Ateba Eyene, 2010⁹], des idées qui découlent du fameux « consensus de Pékin » (dont l'auteur, Joshua Cooper Ramo¹⁰, est toutefois américain), la principale critique antilibérale du

⁸ MAGASSA. I -Stratégies chinoises de financement et de pénétration des marchés africains ;

⁹ Ateba-Eyene Charles ; Messanga Nyamding Ch Pascal ; Yinda Yinda André-Marie: «Le Cameroun sous la dictature des Loges, des sectes, du magico-anal et des réseaux mafieux : de véritables freins contre l'émergence en 2035 : (la logique au Cameroun de la performance)», Éditions Saint-Paul, Yaoundé, septembre 2012.

¹⁰ Ramo Joshua Cooper : « The Beijing Consensus », 18 juin 2004.

« Consensus de Washington¹¹ ». Les relations que le Parti communiste chinois a développées avec un nombre croissant de formations politiques africaines, et pas uniquement dans les pays autoritaires comme l'Éthiopie ou le Congo, y contribuent. Finalement, plus qu'à l'époque de la guerre froide, bon nombre de pays africains voient dans la Chine un contrepoids utile à l'influence politique et idéologique occidentale.

Toutefois, il faut se méfier des généralisations abusives : l'Afrique est plurielle et fragmentée, et la densité des relations que les États et les sociétés de ce continent entretiennent avec la Chine ainsi que l'image qu'ils en ont varié et évoluent. Ces dernières sont loin d'être toujours positives. De fait, partie prenante au développement économique mais aussi politique de l'Afrique et à sa sécurité, le gouvernement chinois fait face à de nouveaux défis et devra sans doute prendre de nouvelles responsabilités. Enfin, en dépit des avancées de Pékin, l'Afrique n'est pas non plus devenue une « chasse gardée » de la République populaire, loin de là.

1.3.2 La faible compétitivité de l'économie africaine

La capacité d'un État ou d'un regroupement d'États à peser sur les relations internationales dépend de certains paramètres à savoir sa population, sa superficie, la performance de son économie, son armée et son appartenance à de grands ensembles géographiques influents. L'Afrique ne semble pas répondre à tous ces critères. La faiblesse de l'Afrique sur la scène internationale tient à son sous-développement et partant, à la faiblesse de son économie. Que l'Afrique soit un continent économiquement faible n'est plus à démontrer. Il est désolant de constater qu'après plus d'un demi-siècle d'indépendance, les pays africains se contentent encore d'une économie de rente exclusivement tournée vers l'exportation des matières qui n'ont subi aucune transformation, donc qui sont sans réelle valeur ajoutée. Alors qu'aucune économie ne s'est véritablement développée sans la production et l'exportation mais malheureusement, les Africains et leurs dirigeants ne semblent pas vouloir s'engager durablement sur cette voie.

Pour AMAIZO¹² (avril 2006), « continuer à échanger des matières premières (Pétrole, minerais et autres produits de base) sans création de valeur ajoutée et sans une maîtrise du processus de transformation, c'est aller vers un suicide collectif sur le plan économique ».

Il faut noter par ailleurs que les économies africaines mal administrées, sont encore fragilisées par la rude concurrence que leur mènent les compagnies chinoises. Beaucoup de pays se sont plaints avec la pratique du dumping commercial et le coût de production très bas, les produits chinois sont plus compétitifs. Du coup, c'est la jeune industrie africaine qui en fait les frais

La coopération sino-africaine, pour être profitable aux jeunes industries africaines doit s'accompagner d'un véritable transfert de technologie. Tel n'est pas le cas, du moins pour le moment.

1.3.3 L'absence de transfert de technologie.

¹¹ Williamson John : « What should the World Bank think about the Washington Consensus ? », the World Bank's World Development Report 2000 July 1999

¹² AMAIZO (Yves Ekoué), « Pour une nouvelle coopération Afrique-Chine : des erreurs à ne plus reproduire ». Avril 2006.

La coopération de l'Afrique avec la Chine n'induit pas un transfert de technologie en sa faveur. Cette absence de transfert de technologie s'explique par deux raisons :

D'abord, il y a des barrières culturelles et surtout linguistiques. Il existe en effet de profondes disparités entre la culture chinoise et la culture africaine. Cette disparité culturelle se caractérise surtout par la langue. Aucun transfert de technologie ne peut se faire sans communication ; or, sans compter le fait qu'il avait été pendant longtemps interdit aux chinois d'enseigner leur langue aux étrangers, il faut aussi relever que la langue chinoise est difficile à assimiler, étant donné qu'elle n'utilise pas les mêmes caractères graphologiques que les langues africaines.

Il manque également une réelle volonté de la part des Chinois d'assumer un transfert de technologie en faveur des africains. En effet, que ce soit dans le domaine des travaux de génie civil ou informatique ou encore de l'électronique, les sociétés chinoises font toujours venir de Chine des ingénieurs pour exécuter les tâches qui demandent une grande technicité. Pour ne donner que quelques exemples, la maintenance du Palais des Congrès de Kara (au Togo) continue d'être assurée par des techniciens chinois depuis sa construction en 1982 ; lors de la construction du stade de Kégué¹³, des ouvriers se sont plaints de ce que les ingénieurs chinois exécutent certaines parties de l'ouvrage la nuit, ce qui dénote d'un désir de cacher les techniques utilisées. Les chinois ont dans leur nature l'art de cacher et de garder jalousement leurs secrets et surtout leur savoir-faire.

Or, cette pratique non seulement contredit les discours des dirigeants chinois prônant un partenariat sincère, mais aussi nuit à l'Afrique qui, en réalité ne tire pas profit de la suprématie technologique de sa partenaire. Elle en a pourtant besoin car, pour s'industrialiser, l'Afrique ne peut pas compter que sur les savoirs endogènes uniquement. Kabou Axelle¹⁴ l'a si bien compris lorsqu'elle écrit que « la force des nations et des empires vient de la combinaison des créations endogènes et exogènes ». Il n'y a pas de société ayant érigé sa puissance rien qu'à partir de son génie intrinsèque. La Chine doit démontrer beaucoup plus sa volonté à aider l'Afrique à se développer.

S'il y a à redire de la coopération sino-africaine sur le plan économique et commercial, il n'en est pas moins du volet diplomatique.

1.3.4 Sur le plan diplomatique

La présence chinoise en Afrique n'est pas nouvelle. Déjà, dans les années 1960 et 1970, des Chinois ouvriers bâtisseurs, acupuncteurs ou agriculteurs vivaient sur le continent africain.

En 2010, la Chine est devenue le premier partenaire commercial bilatéral de l'Afrique devant les États-Unis. À ce jour, il est encore difficile de vérifier l'impact réel de la Chine sur le développement africain. Elle est à son tour accusée, comme les anciens colonisateurs, d'enfermer les économies africaines dans une spécialisation appauvrissante et de ne pas véritablement contribuer à l'essor des industries locales. Les spécialistes qui participent à ce livre se sont posé la question de l'accompagnement des pays africains par la Chine dans de véritables perspectives d'évolution. Il apparaît bien "qu'une expression plus affirmée de leur stratégie de développement, national et régionale, permettrait aux États africains d'engager une meilleure affectation des ressources exceptionnelles apportées par les investissements chinois".

¹³ Le stade de Kégué est un stade multifonctionnel situé à Lomé au Togo.

¹⁴ Axelle Kabou : « Le temps pour l'Afrique n'est pas encore venu » Par Jeune Afrique, 04 avril 2012 à 12h38

1.3.4.1 La pratique par la Chine d'une diplomatie amorale

Le respect par la Chine du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays et de leur souveraineté n'est pas une mauvaise chose en soi. Doit-on cependant, sous prétexte d'une coopération « gagnant-gagnant » et non aliénatrice, laisser sur le bas côté du commerce (du business), l'éthique, les droits humains et l'auto-détermination des peuples africains ? La question demeure posée parce que : « C'est sans doute en 2006 que cette nouvelle dimension de la présence chinoise en Afrique est apparue publiquement : cette année-là, en Zambie, le principal candidat de l'opposition à l'élection présidentielle, Michael Sata, fit campagne sur une plate-forme très critique à l'égard de la Chine, à tel point que les diplomates de Pékin menacèrent de rompre les relations avec Lusaka en cas de victoire de ce dernier. Alors battu, Sata fut élu président cinq ans plus tard, contraignant chaque partie à trouver un terrain d'entente. Sata a abandonné son discours antichinois tandis que Pékin est rapidement parvenu à l'amadouer. Mais cet épisode a montré combien les relations avec la Chine se sont peu à peu invitées dans les débats politiques africains. Si, dans les autres pays pluralistes, les lignes de fractures sont moins fortes, le niveau d'endettement à l'égard de la Chine (Ghana en 2012), les effets des importations chinoises sur l'économie locale (Kenya en mars 2013), le contrôle de l'immigration en provenance de République populaire (Nigeria, Sénégal) sont devenus d'importants sujets politiques et électoraux »¹⁵.

Comme on peut le constater, en dépit de ses efforts d'adaptation, la diplomatie chinoise fait face à de nouvelles responsabilités et de nouveaux défis.

La Chine en effet, pour sauvegarder ses relations commerciales, ne se préoccupe pas des conditions de gouvernance et de démocratie dans les pays avec lesquels elle est en relation, à l'opposé de ses concurrents occidentaux. L'AGO (African Growth and Opportunity Act) et les accords ACP-UE (Accord de Partenariat Économique) ont par exemple institué des systèmes d'aide et de régimes favorables très sélectifs dont le bénéficiaire est soumis à des conditions allant de la démocratisation de la vie politique à la libéralisation de l'économie, en passant par la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme. Que la Chine ne se soucie pas de faire la promotion des droits de l'homme et de la démocratie ne surprend guère, étant souvent accusée elle-même de violation des Droits de l'Homme. Cependant, en soutenant, ou du moins, en entretenant des relations avec des régimes peu recommandables, la Chine ne se préoccupe pas en réalité du sort des populations locales et de leur légitime aspiration à la liberté et au bien-être social.

À l'heure de la mondialisation où tous les habitants de la terre sont responsables les uns des autres, toute politique, toute coopération qui n'a pas pour finalité l'épanouissement intégral de l'Homme est contre la morale. On ne saurait se retrancher derrière la stricte neutralité juridique pour cautionner ou faire une impasse sur des pratiques immorales. Comme le révèle Mr. Michael Ranneberger¹⁶ devant la sous-commission des questions africaines le 28 juillet 2006, l'influence de la Chine peut détruire les progrès que les pays africains ont réalisés ces quinze dernières années en matière de démocratie et de bonne gestion des affaires publiques.

Non seulement la Chine ne pose pas des exigences particulières à ses partenaires mais aussi, elle ne contrôle pas l'usage que ceux-ci font de son aide, ce qui laisse le champ libre à

¹⁵ Cabestan, J. (2013). Les relations Chine-Afrique : nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir. *Hérodote*, 150, 150-171. <https://doi.org/10.3917/her.150.0150>

¹⁶ Michael Ranneberger, U.S. Ambassador to Kenya (2006-2011), for a talk on Thursday, February 28, 2019, from 5-7pm in the Liberal Arts room 4110. (*The Towson University Journal of International Affairs*)

l'utilisation de celle-ci pour renforcer l'enracinement des régimes plus qu'elle ne contribue au bien-être des populations africaines. On comprend aisément que la coopération sino-africaine n'a pas de considération éthique, ce qui donne lieu à des critiques acerbes. Elle est encore fragilisée par l'absence d'initiative africaine.

En 2021, sur le plan diplomatique, la coopération sino-africaine semble fragilisée par la pratique d'une diplomatie qui n'a aucun égard pour la morale internationale. À cela, s'ajoute l'absence d'une politique commune des pays africains vis-à-vis de la Chine.

1.3.4.2 L'absence d'une politique commune des pays africains à l'égard de la Chine

Au jour d'aujourd'hui, la tendance est à la constitution et à la consolidation des regroupements régionaux, la finalité étant une grande influence et une bonne visibilité sur la scène internationale. Cependant, l'Afrique ne semble pas avoir compris les mutations de notre époque et continue de briller par un immobilisme et un cafouillage hors pair. Depuis 1963 où l'ex-Président ghanéen Kwamé N'krumah a lancé le rêve panafricaniste, rien de fondamental ne s'est produit sur le plan des approches stratégiques dans les relations du continent avec le monde extérieur. Les relations extérieures de l'Afrique sont en effet caractérisées par la fragmentation des approches.

Non seulement l'Afrique ne constitue pas une unité politique capable de discuter avec ses partenaires mais aussi et surtout, il n'existe pas de planification ou une politique africaine dans le cadre de ses rapports avec l'extérieur. Il manque cruellement le transfert de compétence des États vers les organes des institutions continentales susceptibles de concevoir des programmes communs pour tous les pays africains. « Les dirigeants africains n'ont pas encore donné les moyens à l'Union africaine (UA) de positionner l'Afrique sur un plan collectif ». Il en résulte que les institutions africaines sont faibles et leur capacité de négociation est insignifiante.

Comment les pays africains individuellement peuvent-ils efficacement négocier avec la Chine qui est un géant économique, géographique et politique ? C'est dès lors une urgente nécessité pour l'Afrique d'adopter par exemple une politique commune relativement à la gestion et à l'exploitation des matières premières, une politique étrangère de l'Afrique vis-à-vis de la Chine. Les Africains doivent comprendre que l'heure n'est plus aux négociations séparées ou individuelles, le plus souvent guidées par des ambitions égoïstement nationalistes. Dans notre monde globalisé et interdépendant, toute action basée sur l'intérêt national aux dépens de l'intérêt régional ou continental est condamnable et aboutit à terme, à des conséquences incalculables.

Il est temps que l'Afrique s'organise et qu'elle « cesse de se distinguer en applaudissant les mesures annoncées par la Chine à son intention ».

Comme le relève si bien une maxime des Relations Internationales : « les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ». Il appartient dès lors au continent noir de défendre ses intérêts dans ce partenariat et non pas de chercher à susciter la pitié ou la philanthropie de la Chine.

En somme, la coopération sino-africaine affiche de multiples faiblesses ou lacunes qui alimentent les critiques des afro pessimistes. Cependant, s'il faut éviter l'angélisme et l'excès d'optimisme, le trop de pessimisme est à bannir également de toutes les analyses sur les perspectives de la coopération sino africaine.

1.3.5 Images de la Chine en Afrique

Face à ces nouveaux défis¹⁷, la politique africaine de Pékin devra évoluer. La Chine est déjà amenée à beaucoup plus se préoccuper à la fois de son image et de l'impact des multiples facettes de son action et de sa présence en Afrique. Elle devra aussi assouplir sa position de principe en matière de non-interférence dans les affaires intérieures et s'investir plus directement dans les problèmes de sécurité du continent.

Tout d'abord, la Chine est contrainte de se soucier autrement plus qu'auparavant de la sécurité de ses ressortissants et de ses entreprises installées en Afrique¹⁸. Elle ne peut améliorer sa protection consulaire que si elle est capable de mieux enregistrer les uns et identifier les autres. Or, engagés parfois dans des activités douteuses (trafics de drogues ou d'ivoire, prostitution, exploitation illégale de l'or), de nombreux migrants chinois préfèrent rester loin des représentations officielles de leur pays.

La gestion de ces migrants a obligé les autorités chinoises à travailler plus étroitement avec les forces de sécurité locale. Ainsi, en 2012, un vaste réseau de la mafia chinoise engagé dans l'extorsion, les enlèvements et la prostitution a été démantelé en Angola et ses principaux membres ont été rapatriés avec la collaboration de la sécurité publique chinoise

Des problèmes similaires sont apparus au Nigeria ou en Guinée. Au Ghana, où les chercheurs d'or chinois ont afflué ces dernières années, les conflits avec les exploitants locaux se sont multipliés, contraignant Accra à procéder régulièrement à des expulsions et Pékin à plus étroitement coopérer avec la police locale.

Plus largement, au regard de l'ampleur et de la diversité de son engagement, la Chine ne peut plus rester totalement westphalienne en Afrique car les Africains l'acceptent de moins en moins. Les problèmes de sécurité intérieurs ou transnationaux la concernent directement ou indirectement, que ce soit au Darfour, au Nord-Kivu ou en Ogaden. Si les autorités chinoises ont accepté de contribuer plus largement aux opérations de maintien de la paix de l'ONU¹⁹, elles restent plus réactives que proactives lorsque les États africains font face à des crises ou des défis de sécurité. Ainsi, en janvier 2013, elle est demeurée longtemps très discrète par rapport à l'opération militaire française au Mali, qu'elle a pourtant soutenue²⁰. À la conférence d'Addis-Abeba tenue peu après, comme l'Inde, mais à la différence des grands pays représentés, elle n'a contribué que de manière très symbolique (1 million de dollars américains) à l'effort financier demandé par l'Union africaine à la communauté internationale pour soutenir le déploiement d'un contingent africain de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) au nord du Mali

Il est vrai qu'elle a accepté en mai 2013 de mettre 500 casques bleus à la disposition de la partie onusienne de cette opération. Mais cet exemple montre combien la Chine hésite encore à jouer un plus grand rôle dans la sécurité de l'Afrique, accordant la priorité à la sécurisation de ses

¹⁷ Livre blanc : Coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Afrique » (2010), Office d'information du Conseil des affaires de l'État, décembre, <<http://french.beijingreview.com.cn/>>.

¹⁸ PICQUART Pierre, L'Empire Chinois : Mieux comprendre le futur n°1 mondial – Histoire et actualité de la diaspora chinoise, Favre 200

¹⁹ SUTTER R.G., 2010, second edition, *Chinese Foreign relations*, Plymouth, Rowman & Littlefield.

²⁰ BOILLOT, Jean-Joseph DEMBINSKI, Stanislas : « La Chine en Afrique : Pour le meilleur ou pour le pire ? », PARIS : ODILE JACOB, 2013, 369 P

voies d'approvisionnement maritimes et potentiellement à la mise en place de bases d'appui logistique dans certains ports de la côte orientale du continent

Enfin, le gouvernement chinois a été accusé de manière récurrente de ne pas suffisamment contrôler ses transferts d'armements, et tout particulièrement d'armes légères vers l'Afrique, ignorant ou feignant d'ignorer leurs utilisateurs finaux. De plus, il ne respecte pas toujours les règles en matière de notification à l'ONU de ses ventes d'armes. Par exemple, en 2009, il a fourni à la RDC du matériel militaire alors que ce pays faisait à l'époque l'objet d'un embargo [Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), 2010²¹].

À partir de notre revue de littérature, nous formulons les questions suivantes :

Question principale : Le développement durable des pays africains est-il susceptible de se réaliser à travers leur coopération avec la Chine ?

Question spécifique 1 : quelles sont les tendances dans la coopération Chine-Afrique ?

Question spécifique 2 : l'Afrique tirera-t-elle son épingle du jeu ?

Il en découle les objectifs suivants :

Objectif principal : montrer si le développement durable de l'Afrique peut être favorisée par la coopération Chine-Afrique ;

Objectif spécifique 1 : décrire les tendances actuelles des relations Chine-Afrique ;

Objectif spécifique 2 : évaluer les chances de l'Afrique à tirer son épingle de ce jeu.

Nous émettons comme hypothèses :

Hypothèse principale : Le développement durable des pays africains est susceptible de se réaliser à travers leur coopération avec la Chine.

Hypothèse spécifique 1 : les tendances actuelles de la coopération Chine-Afrique est en faveur de l'Afrique

Hypothèse spécifique 2 : l'Afrique tire son épingle du jeu.

2. Méthodologie

Pour parvenir à répondre à ces questions, nous allons nous focaliser sur les recherches documentaires et administrer un questionnaire auprès de 120 experts du domaine. De ces résultats sortira une discussion et enfin une conclusion.

3. Résultats

3.1 Résultats de la recherche documentaire

Des recherches documentaires il ressort d'importantes propositions notamment en ce qui a trait à :

3.1.1 Les perspectives de la coopération chine Afrique.

Aucune coopération n'est a priori avantageuse ou désavantageuse. Tout dépend des ambitions de chacun des acteurs, des moyens qu'il met en œuvre pour atteindre ses objectifs et surtout de sa capacité à concevoir et à mener une stratégie efficace dans les négociations. Il va sans dire

²¹ SIPRI (STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE) (2010), « Arms transfer to the Democratic Republic of Congo : Assessing the system of arms transfer notifications, 2008-2010 », octobre, www.sipri.org/publications>

que l'Afrique espère de son partenariat avec la Chine²², la possibilité d'une relance de son développement. Cependant, pour que la coopération sino-africaine soit un moteur de la relance économique de l'Afrique, elle doit relever d'importants défis afin de ne pas répéter les erreurs du passé²³.

3.1.2 La promotion sur le continent du modèle de développement chinois

Ce qui caractérise le modèle de développement chinois et incite les Africains à vouloir le copier, c'est que d'une part, il est authentique et endogène et d'autre part, il est basé sur les valeurs du travail et de la discipline.

Jusqu'à la fin des années 70, la Chine était un pays sous-développé, malgré les multiples révolutions conduites par les dirigeants successifs.

Mais aujourd'hui, la Chine est la grande vedette des succès économiques. Pendant ce temps, l'Afrique semble « momifiée à l'extrême, incapable de se mouvoir à la vitesse des exigences de sa situation catastrophique ». Cependant, de plus en plus, la réussite de la Chine, donne l'espoir aux pays africains et les incite à croire en leur propre développement. Ils entendent suivre le schéma ou le modèle de développement chinois, modèle inspiré par un homme d'État visionnaire et audacieux, Deng Xiaoping, qui a su mobiliser tout un peuple autour du rêve d'un modèle authentique et endogène de développement.

Le modèle chinois de développement est en effet authentique en ceci que, quand bien même il est caractérisé par l'ouverture et la modernisation, il se fonde sur des options purement chinoises. La Chine s'est ouverte au monde. À partir de 1978 en effet, la Chine a rompu avec le communisme classique²⁴ pour pratiquer ce que l'on a appelé « un État, deux systèmes » : l'État demeure fondamentalement communiste mais l'économie est essentiellement libérale. Elle a pu ainsi bénéficier massivement de l'apport de capitaux et des technologies étrangers mais a su rester fidèle à ses propres orientations et à ses valeurs. Elle a réussi à être maîtresse de sa mue sans se laisser influencer, comme les pays d'Afrique, par des recettes de développement pensées et élaborées ailleurs. Son expérience prouve à suffisance que le développement reste un phénomène endogène.

Les Chinois font preuve d'un grand pragmatisme. La Chine s'est pendant longtemps repliée sur elle-même afin de permettre à sa jeune industrie de s'enraciner avant d'ouvrir son marché à la concurrence étrangère. Les Chinois profitent également de toutes les opportunités pour faire des affaires et s'enrichir, appliquant en cela la leçon de Deng selon laquelle « peu importe que le chat soit noir ou gris, pourvu qu'il attrape les souris ».

L'autre caractéristique essentielle du modèle chinois est sa nature endogène. Dans la relance économique, les Chinois ont plus compté sur eux-mêmes que sur l'extérieur, à la différence du NEPAD, par exemple, qui attend un financement de 700 milliards de dollars de ses partenaires extérieurs pour sa réalisation ou encore, du Plan d'Action de Lagos qui nécessitait près de 80% de financement étranger.

²² SINDZINGRE A. (2011), « The rise of China in Sub-Saharan Africa. Its ambiguous economic impact », Réseau Asie et Pacifique, <www.reseau-asie.com>.

²³ Conférence ID4D - Les relations Chine-Afrique : impacts pour le continent africain et perspectives 8 février 2013 à l'AFD

²⁴ CHEN Yan, L'éveil de la Chine : les bouleversements intellectuels après Mao 1976-2002, Aube, 2003.

Pour tirer un maximum de profit de sa coopération avec la Chine, l'Afrique devrait se mettre à l'école de cette dernière afin de comprendre le processus de son développement, lequel est nourri par les valeurs du travail et de discipline.

Chaque culture a ses caractéristiques propres qui la distinguent des autres. La culture chinoise est principalement caractérisée par les valeurs de discipline et de travail. Le peuple chinois est un peuple travailleur et discipliné. On peut facilement se remémorer l'époque de la grande révolution où sous la houlette de son leader charismatique, Mao Zédong, le peuple chinois s'était mobilisé comme un seul homme pour mettre en valeur les terres, construire les routes et les ponts, parfois avec des outils rudimentaires.

Il est inutile de rappeler qu'aucun développement ne peut se faire sans le travail et la discipline. Or, ces deux valeurs semblent manquer cruellement et dangereusement à l'Afrique. Il existe sur le continent noir des créneaux inexplorés qui peuvent fournir des emplois aux jeunes et contribuer à la croissance économique. Cependant, nombreux sont les jeunes désœuvrés, oisifs qu'on voit flâner le long des rues en prétextant le chômage. Comment comprendre que l'on importe des produits alimentaires dans un pays où 70 à 80 % des terres sont cultivables et où la population est composée d'une très grande proportion de jeunes ? N'est-il pas temps que l'Afrique cesse de mendier auprès des pays occidentaux pour apprendre à compter sur ses propres capacités ?

Le travail sans la discipline ne donne pas non plus de résultats concluants et la discipline passe par le respect des principes et des normes établies, le sérieux et l'application dans tout ce que l'on entreprend. Or, que ce soit sur le plan économique, politique ou social, l'Afrique se distingue par une grande indiscipline : les guerres, les changements inconstitutionnels de régimes ou leur maintien inconstitutionnel au pouvoir, la corruption, le clientélisme, la navigation à vue, etc. La mauvaise gestion des ressources et l'instabilité politique et sociale ne sont pas ce qu'il y a de mieux pour attirer les investisseurs étrangers.

Face aux difficultés résultant de leur mauvaise gestion, les dirigeants africains vont chercher d'autres solutions et le regard commence de plus en plus à se tourner vers la Chine. À cet égard, le Premier Ministre Ethiopien, Mélès Zénaoui dira que « la Chine est une source d'inspiration pour nous. Elle montre à l'Afrique qu'il est possible de passer à la vitesse supérieure²⁵ ».

En somme, pour les décennies à venir, l'Afrique apprendra beaucoup de la Chine, non pas pour la copier de façon servile mais en vue de s'en inspirer pour s'inventer une voie de développement authentique et autonome qui se démarque du conformisme meurtrier actuel. Parallèlement, et comme le laisse présager les récentes évolutions dans la coopération sino-africaine, la Chine accompagnera l'Afrique dans son processus de développement.

3.1.3 L'accompagnement de l'Afrique par la Chine dans son processus de développement

La Chine a réussi son pari de sortir du sous-développement pour faire de son économie l'une des plus dynamiques du monde. Ayant fait cette expérience, elle pourrait valablement aider

²⁵ CABESTAN J.-P. (2012), « La Chine et l'Éthiopie : entre affinités autoritaires et coopération économique », Perspectives chinoises, n° 4, p. 57-68.

l'Afrique dans son processus de développement à travers le renforcement de son soutien à l'industrialisation du continent noir et de sa coopération dans le domaine agricole.

Le sommet sur la coopération sino-africaine des 4 et 5 novembre 2006 a débouché sur deux textes d'une importance capitale. D'abord, la Déclaration de Beijing et le Plan d'Action de Beijing. Ce dernier définit avec précision les principaux domaines dans lesquels la coopération va se renforcer pour la période allant de 2006 à début 2010. Parmi ceux-ci, figure la coopération dans le domaine des sciences et technologies, ainsi que de l'informatique. Les deux parties se sont engagées à développer leur coopération en matière d'application des acquis scientifiques et technologiques et de transfert du savoir. La Chine s'est particulièrement engagée à organiser, en faveur des pays africains, des stages de formations sur les techniques pratiques, à lancer des programmes de démonstration de technologies et surtout à aider les pays africains à augmenter leur potentiel industriel.

Pour éviter que les deux parties ne fassent litière de ses beaux engagements, des mécanismes de suivi ont été mis en œuvre pour veiller à l'application de ces mesures. Avec cette volonté affirmée de part et d'autre, l'on peut raisonnablement avancer que la Chine entend accompagner l'Afrique sur la voie de l'industrialisation.

D'ores et déjà, on peut se féliciter de quelques expériences réussies : en 2007, la Chine a procédé au lancement d'un satellite de communication au profit du Nigeria. Certains investisseurs africains ont mis sur pied avec succès des industries en Chine. Ayant réussi en Chine, ils vont ramener en Afrique les expériences acquises.

Par ailleurs, avec la hausse du prix du carburant et l'augmentation du coût des transports y consécutive, la Chine serait obligée, pour réduire les coûts de productions, de construire en Afrique les industries pour transformer sur place les matières premières. Les constructeurs chinois d'appareils électroménagers Shincos, Haier ou Hisense ont ainsi conçu de nouveaux plans de développement en Afrique, passant de la simple exportation de produits finis à l'établissement des usines de production sur le continent.

Sur ce fleuron industriel naissant, viendront se greffer d'autres industries, vecteurs du développement et du renforcement du partenariat sino-africain dans le domaine agricole.

Que ce soit dans le Plan d'Action d'Addis-Abeba ou dans le Plan d'Action de Beijing adopté lors du 3^{ème} sommet du forum sur la coopération sino-africaine de novembre 2006, un accent particulier a toujours été mis sur le renforcement de la coopération agricole.

L'agriculture a une place très importante dans le développement économique et le progrès social de tous les pays. Les dirigeants africains et chinois semblent l'avoir compris, même si les initiatives des premiers en la matière ne sont pas encourageantes. Le point 3. 1 de la déclaration de Beijing est entièrement consacré à la coopération dans le domaine agricole. Les deux parties y ont souligné « le rôle important de l'agriculture dans leurs économies respectives », estimant que le renforcement de leur coopération agricole « contribue à l'élimination de la pauvreté...et à la garantie de la sécurité alimentaire ».

Il est à noter que dans le domaine agricole, la Chine a fait des avancées considérables dont l'Afrique peut s'inspirer : une réforme agraire réussie, la révolution verte, des avancées scientifiques et technologiques en matière de production céréalière, de l'élevage, de l'irrigation, de la pêche, de la mécanisation et de la transformation des produits. Cette avancée de la Chine

contraste nettement avec la situation en Afrique où l'on utilise encore des outils aratoires qui n'ont connu aucune amélioration depuis des siècles, où l'autosuffisance alimentaire ne relève que de l'ordre du discours et où les politiques agricoles nationales laissent à désirer.

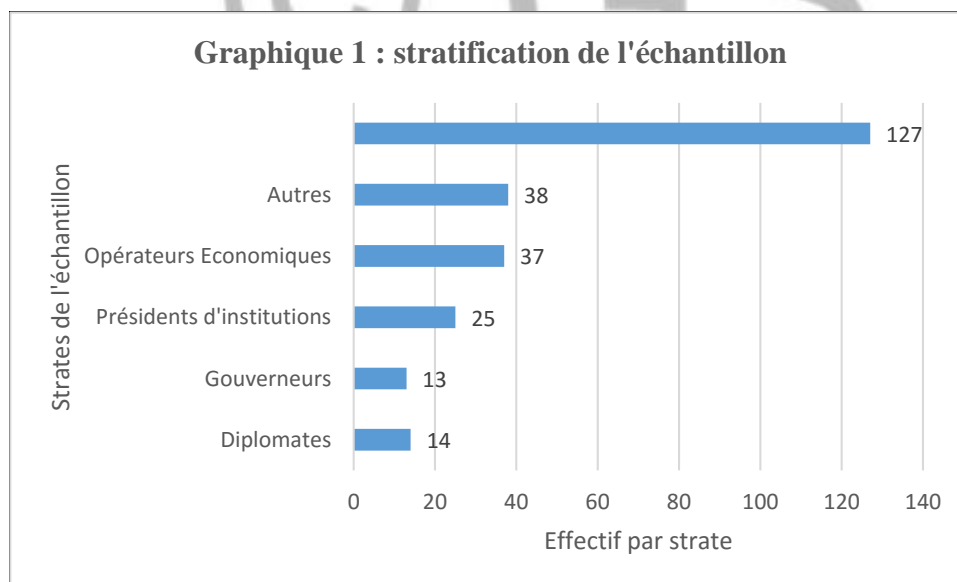
Consciente de cette situation, la Chine s'est engagée à envoyer en Afrique 100 experts agronomes de niveau supérieur et à y créer 10 centres pilotes caractéristiques des technologies agricoles, à encourager les entreprises chinoises à augmenter leurs investissements dans le secteur agricole en Afrique à travers la construction d'infrastructures agricoles, à renforcer la coopération avec les pays africains dans le cadre du programme spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO, etc.

Toutefois, il y a lieu de relever que cette offre chinoise ne saurait à elle seule suffire pour rattraper le grand retard accusé par l'Afrique en matière d'agriculture sans une réelle volonté politique des dirigeants africains de faire de ce secteur un véritable moteur du développement. Avec la conjoncture actuelle de hausse quasi exponentielle du prix des denrées alimentaires, l'adoption de politiques hardies en matière d'agriculture n'est plus une option, c'est une nécessité et tout laisse croire que les pays africains joueront à fond la carte chinoise pour mettre leur agriculture sur l'orbite de la modernisation.

En vérité, il ne s'agit là que d'une infime partie des grands défis que l'Afrique doit nécessairement relever afin de tirer un maximum d'avantages de sa coopération avec la Chine.

3.2 Résultats terrain (enquête)

Graphique 1 : Stratification de l'échantillon

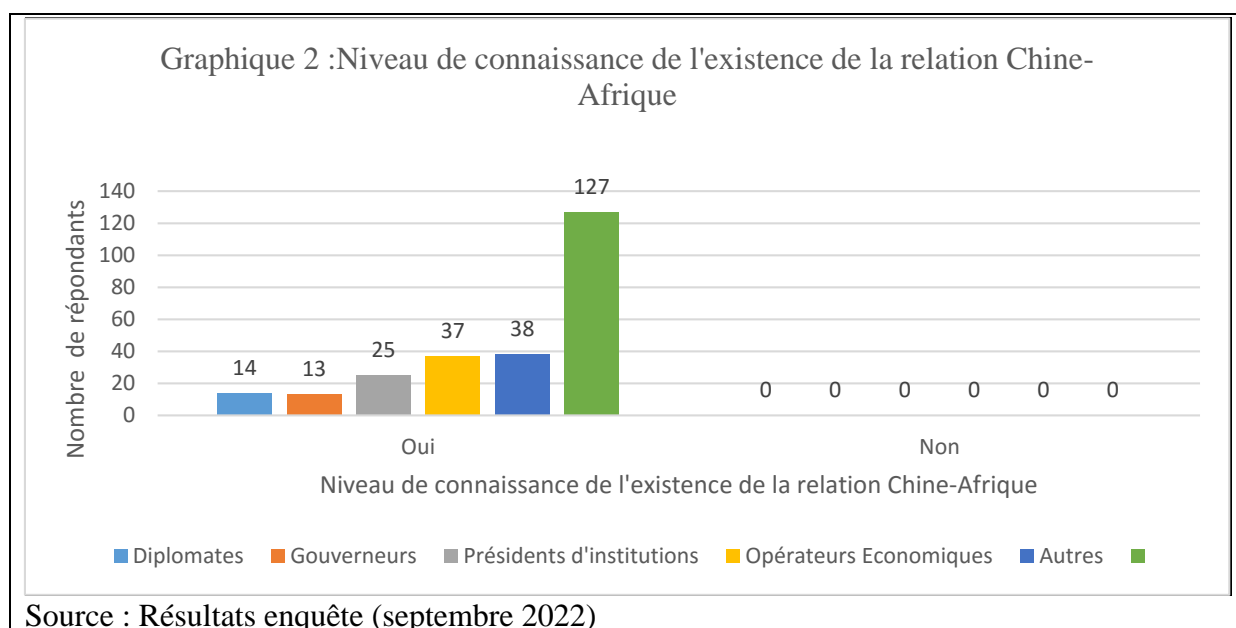


Source : par nos soins

Notre échantillon est composé de 14 diplomates ; 13 gouverneurs ; 25 présidents d'institutions ; 37 opérateurs économiques et 38 personnes d'autres professions.

Question 1 : Êtes-vous informé (e) de la coopération entre l’Afrique et la Chine ?

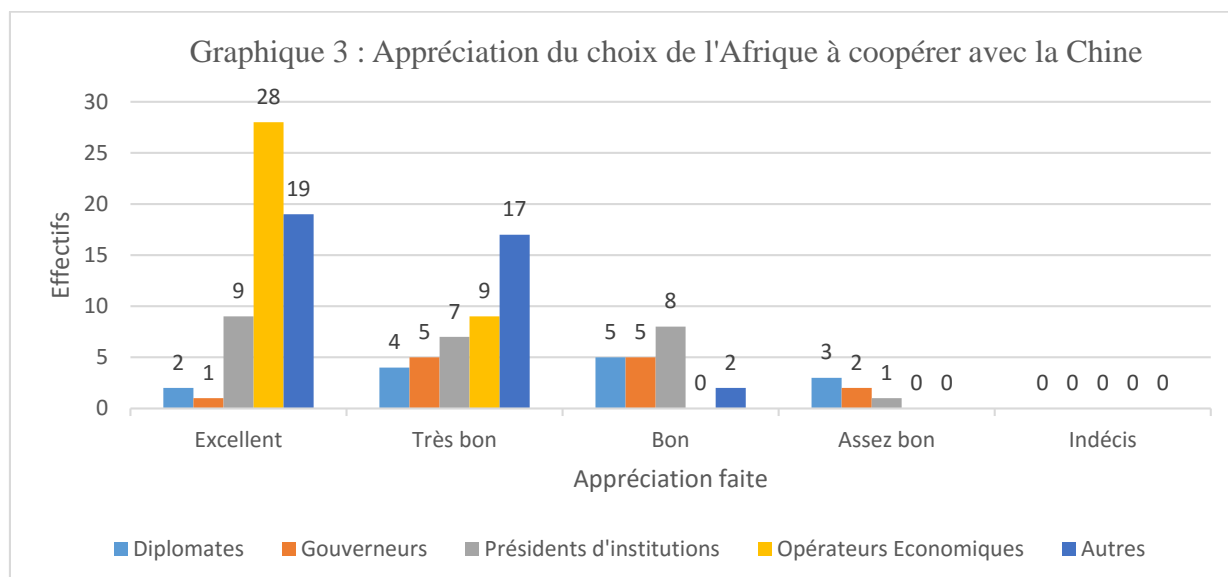
Graphique 2 : Connaissance de l’existence entre la Chine et l’Afrique



Il ressort que tous les enquêtés savent que l’Afrique

Question 2 : Que pensez-vous du choix de l’Afrique de focaliser de plus en plus sa coopération vers la Chine ?

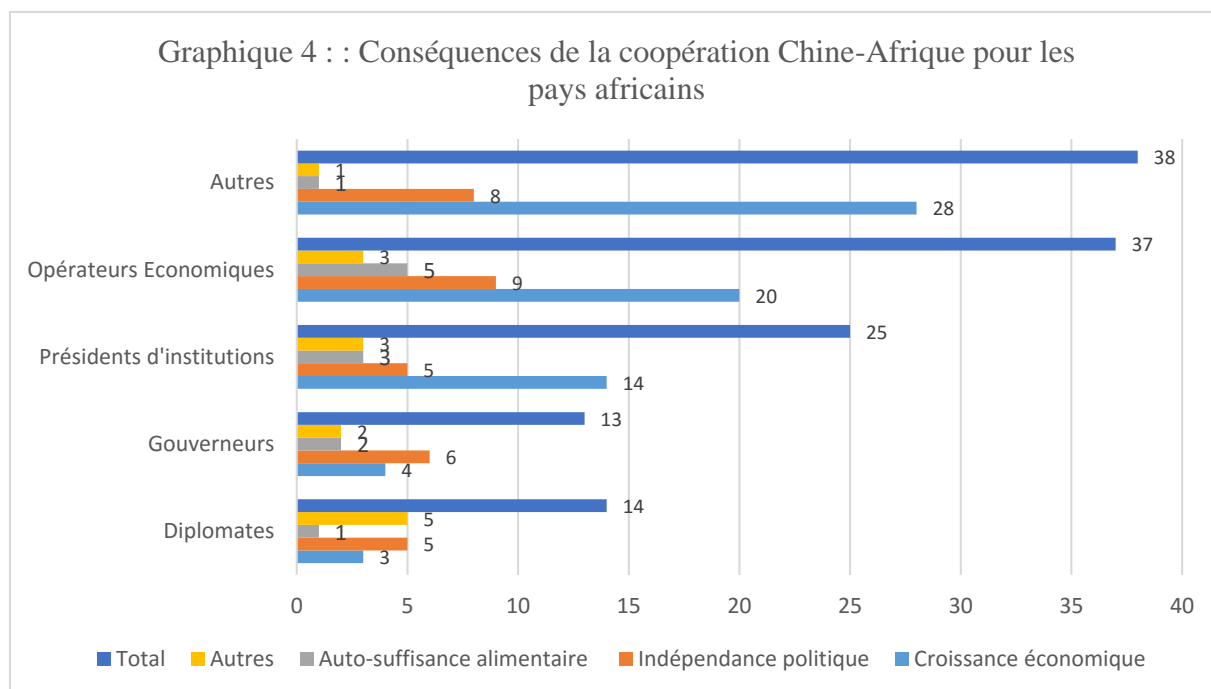
Graphique 3 : Appréciation du choix de l’Afrique à coopérer avec la Chine



On retient que les enquêtés apprécient l’existence de la coopération Chine-Afrique ; cela est encore plus vrai pour les opérateurs économiques qui semblent en tirer des dividendes.

Question 3 : Que réserve cette coopération pour l'Afrique à l'horizon 2030 ?

Graphique 4 : Conséquences de la coopération Chine-Afrique pour les pays africains



Source : Résultats enquête (septembre 2022)

Des points de vues, 69 personnes soit 54,33% pensent qu'à l'horizon 2030, la coopération chino-africaine offrira à l'Afrique des chances de booster sa croissance économique ; 33 autres soit 26,98 % escomptent qu'elle favorisera un véritable indépendance politique et 12 d'entre les enquêtés (9,45%) prônent l'autosuffisance alimentaire. Enfin 13 personnes (10,24%) se disent qu'hormis ce que les autres ont eu comme avis, cette coopération est une opportunité pour les africains de changer de paradigme et de devenir plus solidaires.

Discussion

La Chine a semblé reprendre pied en Afrique bousculant ainsi l'agenda du développement et redéfinissant les équilibres géostratégiques. Elle semble s'imposer comme l'un des principaux partenaires commerciaux et fournisseurs d'aide et investisseurs du continent africain. Cet état des lieux peut-il se résumer en une réelle et véritable opportunité ou une Menace ? cette présence croissante et multiforme suscite en effet la polémique. La Chine sape-t-elle les efforts de la " communauté internationale " en faveur de la " bonne gouvernance ", des "droits de l'homme" et de la " démocratie " ? N'œuvre-t-elle pas, derrière un discours de solidarité Sud-Sud à la seule poursuite de ses intérêts notamment l'accaparement des ressources, conquête de nouveaux marchés, élargissement de ses appuis diplomatiques ? La Chine ne reproduit-elle pas en Afrique les formes de dépendance et de division internationale du travail héritées de la période coloniale ? À l'inverse, n'offre-t-elle pas plutôt une alternative salutaire au modèle de développement occidental et à la " tyrannie de la dette et des conditionnalités ", après trois décennies d'ajustements structurels désastreux sur le plan économique et social ?

Si tels sont les véritables enjeux et les implications de l'engagement chinois en Afrique, il faudrait au-delà de la diabolisation à priori ou de l'acceptation béate savoir quel est le regard porté par les premiers concernés sur la nature de ce nouveau rapprochement sino-africain, sur ses effets et sur les défis qu'il pose aux populations locales africaines dans un contexte de COVID 19 et post-COVID 19.

CONCLUSION

Les relations établies avec la Chine présente un nouvel avantage pour l'Afrique. Contrairement aux Américains et aux Européens, Pékin n'intervient pas sur les affaires internes (droits de l'homme, démocratie. Etc.)

« La Chine a une influence croissante sur le continent africain, et on peut craindre qu'elle ait l'intention d'aider les dictateurs africains, d'obtenir une mainmise sur les richesses naturelles précieuses de l'Afrique », a remarqué le secrétaire d'État Américain adjoint aux affaires Africaines, M. Michael Ranneberger, en juillet 2006, devant la sous-commission des affaires africaines de la Chambre des représentants.

Au premier abord, la Chine semble être le partenaire idéal pour l'Afrique, et les gouvernements africains sont aveuglés par les investissements Chinois. En réalité, une certaine méfiance se fait sentir en raison du coût économique et social sur le long terme. En effet, les rapports de l'OCDE « Organisation de Coopération et de Développement Économiques », publiés en 2006, soulignent les lacunes de la présence Chinoise en Afrique en termes de développement local. Les entreprises Chinoises sont accusées d'inonder les marchés locaux avec des contrefaçons et des produits de mauvaise qualité, nuisant aux entreprises du continent. Les boutiques chinoises inondent de nombreuses villes Africaines, pour concurrencer directement les marchés locaux. Tous les spécialistes de l'Afrique s'accordent sur le fait qu'il y ait un manque total de transparence de la part de la Chine : absence de chiffres pour les aides et pour le nombre de Chinois installés en Afrique...etc.

S'ouvrir à la 2ème puissance mondiale est certes très avantageux, mais les pays Africains doivent sortir de leur aveuglement et doivent absolument faire preuve de discernement et de vigilance.

Aussi, la Chine a sans conteste marqué des points en Afrique²⁶ : elle y est devenue un facteur de développement indéniable et y a acquis une influence diplomatique sans précédent et de premier plan. Toutefois, elle est loin d'y être devenue un partenaire exclusif. Au contraire, l'irruption des entreprises chinoises a stimulé la concurrence entre grands groupes nationaux ou transnationaux, contraignant les Occidentaux à abandonner certains secteurs (routes) et à se concentrer sur ce qu'ils savent le mieux faire (haute technologie), ouvrant parallèlement la porte à d'autres pays émergents comme l'Inde ou le Brésil. Sur le plan diplomatique, il en est mutatis mutandis de même : la montée en influence de Pékin a contribué à élargir le jeu, permettant aux capitales africaines de négocier dans une position moins défavorable avec Washington, Bruxelles, Paris ou Londres, et de devenir plus actives [Vickers, 2013²⁷]. Ne faut-il pas s'en réjouir ?

Il est vrai que pour l'Europe et la France l'émergence de la Chine en Afrique constitue un nouveau défi, à la fois économique mais aussi politique, voire idéologique.

Ainsi, ce que Paris a délégué à Bruxelles en matière de moyens de coopération ne s'est pas traduit par un supplément d'influence et encore moins de puissance européenne sur le « Continent noir ».

²⁶ CROS, M-F, « Le nouvel ordre chinois en Afrique », in La Libre Belgique, 26 avril 2006

²⁷ VICKERS Brendan : « Africa and the rising powers: bargaining for the 'marginalized many' » ; 15 May 2013

Au contraire, la baisse des financements français s'est accompagnée d'un recul de l'Europe [Chaponnière, 2013²⁸].

Et la montée de la Chine a affaibli le sens et la portée de nos discours sur la bonne gouvernance et les droits de l'homme.

Pour autant, il ne faut pas exagérer l'emprise de Pékin. Ainsi, en 2011, l'Union Européenne était encore le premier partenaire commercial de l'Afrique (20 % des échanges) devant la Chine (7 %), les États-Unis (7 %), l'Inde (3 %) et le Brésil (1,6 %). Et l'Afrique ne fait que 12,5 % de son commerce avec les BRIC. En outre, l'Afrique reste pour tous un terrain difficile et instable, fragmenté et asymétrique, et surtout pétri de traditions et d'influences structurantes, dont un grand nombre et non des moindres – par exemple la langue ou les institutions – remontent à la colonisation, autant de données qui sont appelées à maintenir un certain équilibre entre la Chine²⁹ et les autres puissances présentes en Afrique. Le modèle chinois de développement autoritaire peut séduire certaines élites ou quelques pays africains. Mais il n'a pas le pouvoir de remettre en cause les traditions politiques qui s'y sont fait jour et ont dominé leur histoire. De même, la puissance douce (soft power) de la République populaire y rencontre d'évidentes limites : pour les besoins du commerce, la langue chinoise y est plus souvent apprise, mais les élites africaines continuent de porter leurs regards vers l'Europe ou les États-Unis, tant en matière de mode, de goûts, de biens culturels que d'habitudes de vie ou d'organisation politique de la vie de la cité... tout comme la Chine.

© GSJ

²⁸ GABAS, Jean-Jacques CHAPONNIERE, Jean-Raphaël - MONTREAL : KARTHALA, 2012, 207 P

²⁹ MICHEL, S., Beuret, M., La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir, Grasset, Paris, 2008, p. 228

BIBLIOGRAPHIE et WEBOGRAPHIE

Ouvrages et articles

- [1]. GABAS, Jean-Jacques CHAPONNIERE, Jean-Raphaël - MONTREAL : KARTHALA, 2012, 207 P. ALTERNATIVES SUD, VOL. 18, n° 2, 01/05/2011, 188 P.
- [2]. PELLIOT Paul, « Des Artisans Chinois à la Capitale Abbasside en 751-762 » in *Toung Pao* 26 (1928), p111. MARCHAL Roland, « Chine-Afrique : Une histoire ancienne », Éditions : Africultures, Harmattan (L'), France, Paris 1997, 128p.
- [3]. Brizay, B. (2018). XVI. Yongle, fondateur de la Cité interdite. Dans B. Brizay, *Les trente « empereurs » qui ont fait la Chine* (pp. 285-302). Paris : Perrin.
- [4]. HUGON, Philippe - REVUE TIERS MONDE, n° 208, octobre-décembre 2011, P. 45-64
- [5]. MAGASSA. I -Stratégies chinoises de financement et de pénétration des marchés africains
- [6]. Cabestan, J. (2013). *Les relations Chine-Afrique : nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir*. Hérodote, 150, 150-171.
- [7]. Ateba-Eyene Charles ; Messanga Nyamding Ch Pascal ; Yinda Yinda André-Marie: «Le Cameroun sous la dictature des Loges, des sectes, du magico-anal et des réseaux mafieux : de véritables freins contre l'émergence en 2035 : (la logique au Cameroun de la performance), Éditions Saint-Paul, Yaoundé, septembre 2012.
- [8]. Ramo Joshua Cooper : « The Beijing Consensus », 18 juin 2004.
- [9]. Williamson John : « What should the World Bank think about the Washington Consensus ? », the World Bank's World Development Report 2000 July 1999
- [10]. AMAIZO (Yves Ekoué), « Pour une nouvelle coopération Afrique-Chine : des erreurs à ne plus reproduire ». Avril 2006 ;
- [11]. Kabou Axelle : « Le temps pour l'Afrique n'est pas encore venu » Par Jeune Afrique, 04 avril 2012 à 12h38.
- [12]. Livre blanc : *Coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Afrique* » (2010), Office d'information du Conseil des affaires de l'État, décembre, <<http://french.beijingreview.com.cn/>>.
- [13]. PICQUART Pierre, *L'Empire Chinois : Mieux comprendre le futur n°1 mondial – Histoire et actualité de la diaspora chinoise*, Favre 200
- [14]. SUTTER R.G.: « *Chinese Foreign relations* », Plymouth, Rowman & Littlefield, second edition, 2010.
- [15]. BOILLOT, Jean-Joseph DEMBINSKI, Stanislas : « La Chine en Afrique : Pour le meilleur ou pour le pire ? », PARIS : ODILE JACOB, 2013, 369 P.
- [16]. SIPRI (STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE) (2010), « Arms transfer to the Democratic Republic of Congo : Assessing the system of arms transfer notifications, 2008-2010 », octobre, www.sipri.org/publications>
- [17]. SINDZINGRE A. (2011), « The rise of China in Sub-Saharan Africa. Its ambiguous economic impact », Réseau Asie et Pacifique, <www.reseau-asie.com>.
- [18]. Conférence ID4D - Les relations Chine-Afrique : impacts pour le continent africain et perspectives 8 février 2013 à l'AFD
- [19]. CHEN Yan, *L'éveil de la Chine : les bouleversements intellectuels après Mao 1976-2002*, Aube, 2003.
- [20]. CABESTAN J.-P. (2012), « La Chine et l'Éthiopie : entre affinités autoritaires et coopération économique », *Perspectives chinoises*, n° 4, p. 57-68.
- [21]. CROS, M-F, « Le nouvel ordre chinois en Afrique », in *La Libre Belgique*, 26 avril 2006
- [22]. VICKERS Brendan : « Africa and the rising powers: bargaining for the 'marginalized many' » ; 15 May 2013

[23]. GABAS, Jean-Jacques CHAPONNIERE, Jean-Raphaël - MONTREAL : KARTHALA, 2012, 207 P

[24]. MICHEL, S., Beuret, M., La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir, Grasset, Paris, 2008, p. 228

Quotidiens :

1. Quotidien du Peuple : “Sino-African Cooperation to Rise to New High”, Pékin, 10/03/2000 ;

2. Jeune Afrique : « Les 50 influents : Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale » [archive], reportage de Stéphane Ballong, pour Jeune Afrique (*Jeuneafrique.com*), 13 mai 2014.

Webographie :

1. https://www.auction.fr/_fr/lot/chine-epoque-song-960-1276-bol-en-gre-porcelaineux-recouvert-7156665 : consulté le 10 juillet 2022 à 18h09 mn TU ;
2. https://www.herodote.net/L_homme_le_plus_puissant_du_monde_-synthese-556.php : consulté le 114 juillet 2022 à 19h19 mn TU ;
3. www.afrology.com/eco/amazoi_chinafric.html : consulté le 18 juillet 2022 à 10h20 mn TU ;
4. <http://amaizo.info/category/chronique-afrocentrique/>: consulté le 21 juillet 2022 à 23h05 mn TU.